



Le mardi 20 Juillet 2021

Communiqué de presse

Le projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire est examiné cette semaine à l'Assemblée nationale. Membre de la majorité présidentielle, j'ai interrogé Olivier Veran, ministre des Solidarités et de la Santé, sur la stratégie vaccinale à suivre dans les semaines à venir.

Depuis plusieurs mois, une crise sanitaire majeure, mondiale, inédite, vient menacer nos vies, celles de nos familles, de nos collègues, de voisins, de nos amis. La quatrième vague est là.

Quelles solutions pour l'endiguer ? Le confinement perpétuel, le couvre-feu à répétition ? les gestes barrières et les masques pour toujours ? On a vu l'efficacité de ces dispositifs, certes, mais sont-ils plus longtemps acceptables pour chacun d'entre nous et pour notre équilibre social et économique ? Je n'en suis pas certaine.

L'autre option, c'est la vaccination. Toutes les études montrent que ça marche. L'histoire montre que ça marche. Récemment, en Afrique et au Venezuela, lorsque la vaccination contre la rougeole a reculé, la maladie est réapparue de façon fracassante. Preuve s'il en fallait que la vaccination contient, maîtrise les épidémies. Nous ne pouvons laisser dire le contraire sans réagir. La réalité des faits est là, incontournable, c'est une forteresse imprenable.

Se faire vacciner, c'est avant tout protéger les autres et notamment les plus vulnérables. Dans une période où les individualismes de toute part s'expriment, soyons au rendez-vous de notre contrat social : ensemble pour se protéger mutuellement. C'est ça l'esprit de l'immunité collective, l'esprit de notre République.

Partout dans le monde, les gouvernements et les peuples implorent l'arrivée de doses de vaccins. Des pays comme la Tunisie, qui n'ont pas eu un accès suffisant à la vaccination, voient leurs hôpitaux débordés par le nombre de malades provoquant une tension sanitaire catastrophique. Nous avons une chance immense d'être Français et de bénéficier de doses de vaccins sur notre territoire.

Pourquoi ceux qui ont joué le jeu de la vaccination et du collectif devraient se retrouver bloqués dans les prochaines semaines ? La liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres.

N'oublions pas les nombreuses étapes franchies sur le front de la vaccination depuis plus d'un siècle. En 1885, le vaccin contre la rage puis contre la tuberculose en 1921. Dans les années 60, les découvertes des vaccins contre la rougeole, la rubéole ou encore les oreillons, plus récemment dans les années 80 l'hépatite B...

Nous sommes un pays de sciences. La France des Lumières, de Pasteur, les sciences, le progrès, ont sorti la France et de nombreux autres peuples de crises sanitaires dévastatrices ces derniers siècles. **Les vaccins ont sauvé et sauvent encore des millions de vies chaque jour.**

L'obscurantisme et le complotisme ne peuvent pas défaire notre histoire scientifique et l'engagement social que nous avons les uns envers les autres. Ces valeurs démocratiques et républicaines doivent passer, s'il en faut, par la vaccination obligatoire de tous les Français. En France, de façon singulière à travers le monde, 11 vaccins sont aujourd'hui obligatoires.

Compte tenu du contexte sanitaire, de nos connaissances scientifiques, de l'esprit de la France, nous devrions commencer à envisager l'obligation vaccinale pour tous les Français de plus de 12 ans. Nous pourrions laisser un délai jusqu'au 31 décembre 2021, par exemple.

Cette obligation viendrait compléter le dispositif de pass sanitaire et non pas le remplacer, c'est là où nous avons un désaccord avec nos collègues socialistes. Il faudra bien le pass sanitaire et, à terme, l'obligation vaccinale. Ce n'est qu'à ce prix que nous vaincrons l'épidémie et que nous retrouverons de la sérénité.

Contact Presse :

Robin QUILES

Collaborateur parlementaire auprès d'Émilie CHALAS, Députée de l'Isère

126, rue de l'Université / 75007 Paris

robin.quiles@clb-an.fr / 01 40 63 63 59 / 06 70 76 09 88

emilie.chalas@assemblee-nationale.fr - <http://emiliechallas.fr/>